

Keynote

Gabriel ATTAL (Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, Porte-Parole du Gouvernement), Dominique REYNIÉ (Fondapol)

Coordination

André CARTAPANIS (Le Cercle des économistes)

Interventions

Ross McINNES (Safran), Stéphane PALLEZ (La Française des Jeux), Augustin de ROMANET (Groupe ADP)



VOIR LA KEYNOTE EN REPLAY

Résumé

L'État peut-il faire son retour alors qu'il n'a jamais disparu ? Si la crise a mis en exergue le très grand paradoxe d'un État perçu comme inefficace mais dont on attend tout, elle a également permis d'accélérer les objectifs gouvernementaux sur l'émergence d'une « Société-Providence » et d'organiser un partage des responsabilités avec les collectivités territoriales. Plus que le retour de l'État, cette crise a surtout marqué l'arrivée de l'Europe puisqu'elle est allée au secours des États membres.

Cependant, face à cette crise systémique inédite, l'État est la seule institution capable de protéger la société. C'est sa mission fondamentale. Les polémiques sur la gestion de la crise ont certes donné lieu à un flottement, mais cela a aussi permis de lever le doute sur la réalité de cet État qui n'était plus qu'un immense appareil administratif.

Toutefois, si cette crise montre que l'État est une solution ultime, elle révèle qu'il est aussi le problème : une organisation centralisée à l'excès, une complexité réglementaire coûteuse, une Fonction publique de plus en plus éloignée culturellement de l'économie réelle et un accroissement de la dette publique. L'État doit donc régénérer sa puissance en comblant son déficit en matière d'innovation et sortir de sa culture irénique.

C'est donc un État réformé qui doit faire son retour en favorisant des mesures macroéconomiques, en identifiant des domaines d'innovations technologiques et en évitant des mesures guichets. Seul un État qui se sera réformé pourra alléger la pression fiscale et encourager la localisation d'activités en France.

Car la crise a permis d'évaluer en temps réel l'efficacité des États. Si la confiance des citoyens envers les gouvernements démocratiques a augmenté partout, cela n'a pas été le cas en France. L'État français doit donc arriver à définir des objectifs essentiels et surtout des méthodes nouvelles pour redonner cette confiance dans un État modernisé.

Dans un monde où les États sont en compétition, la réforme est aujourd'hui devenue un enjeu existentiel qui peut mettre en cause la démocratie. Il est capital que l'État soit en mesure de se montrer beaucoup plus stratège, mieux en mesure d'assurer les besoins essentiels (justice, éducation, etc.) et capable de garder des marges de manœuvre budgétaire pour des missions comme la défense. L'État doit apprendre à déléguer, à responsabiliser et à décentraliser. Dans un monde où tout le monde veut être vainqueur, les citoyens sont en train d'accorder la priorité à l'efficacité de l'État sur la démocratie. L'État doit donc être en mesure de trouver de nouvelles formes afin d'éviter la réédition d'un cycle menant à la tyrannie.
